

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>62</b>	<b>18</b>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 22 février 2021**


L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Environnement -  
Office International de l'Eau - Adhésion et  
désignation d'un représentant

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
---

N° Enregistrement : CC.2021.008

Date de la convocation : <b>Le 16/02/2021</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>
de l'affichage en date du <b>- 3 MARS 2021</b>
de la réception s/Préfecture en date du <b>- 3 MARS 2021</b>
Pour le Président, La Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux  
Laurence MALHERBE

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Céline LAMBIN à Elisabeth DEBORDE

**ABSENTS :**

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Monsieur CESARO,**

L'Office International de l'Eau (OIEau) est une association de droit français sans but lucratif déclarée d'utilité publique par Décret du 13 septembre 1991. L'OIEau intervient essentiellement dans le développement des compétences pour une meilleure gestion de l'eau en France, en Europe et dans le monde.

L'OIEau peut apporter une assistance institutionnelle, une ingénierie technique spécifique, une coordination des projets et leur pilotage. Elle a pour but dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, de la biodiversité, de l'environnement, de l'économie circulaire et des activités connexes de :

- Faciliter les échanges entre les différents décideurs, concepteurs, gestionnaires, exploitants, industriels, équipementiers, formateurs, chercheurs, utilisateurs concernés, afin de mieux confronter leurs problèmes, de coordonner leurs actions et de diffuser leurs informations ;
- De réunir les compétences et développer les partenariats entre organismes publics et privés, français ou étrangers, et de conduire des projets et programmes d'intérêt commun et collectif, afin de mieux répondre aux demandes et aux besoins faisant appel à des savoir-faire multiples et de plus en plus complexes.

L'OIEau contribue au rayonnement des approches et savoir-faire à travers 6 missions prioritaires :

- 1/ diffuser une information adaptée,
- 2/ réunir, analyser et rendre facilement disponible la documentation et l'information réglementaire et normative et assurer une veille technologique,
- 3/ contribuer à la formation,
- 4/ permettre l'expression de la communauté de professionnels et des usagers, participer à l'animation des programmes d'études des pouvoirs publics, valoriser les connaissances et diffuser les résultats, réaliser des études et expérimentations en complémentarité avec les établissements spécialisés de recherche et d'enseignement,
- 5/ collaborer aux programmes pour la gestion et la synthèse des données,
- 6/ développer des capacités d'expertise, d'évaluation et d'appui technique et institutionnel.

Comme décrit dans les statuts de l'OIEau, l'association se compose de membres fondateurs, de membres de droit, de membres associés, de membres adhérents et de membres d'honneur.

Les membres de droit sont des entités publiques de référence dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. Ce sont des partenaires privilégiés de l'association tant au niveau local que national et international. La CASA est désignée comme membre de droit. Les membres participent à l'assemblée générale qui se réunit au moins une fois par an.

D'autre part, les membres de droit désignent en leur sein, tous les 3 ans, lors de l'assemblée générale, 5 membres faisant parti du conseil d'administration dont 1 parmi les membres du collège suivant : Région Sud PACA, CASA, Métropole Nice Côte d'Azur et Ville de Nice.

La cotisation annuelle d'un membre de droit est de 4 200 €.

Considérant son statut de membre de droit et l'intérêt que représente pour la CASA l'adhésion à cette association dans le cadre de ses compétences eau et assainissement et dans le cadre d'actions de développement durable ;

Considérant que les statuts de l'OIEau prévoient que son Conseil d'Administration comprenne 5 membres élus parmi les membres de droit, qui doivent désigner un représentant ;

Monsieur Joseph CESARO propose sa candidature comme représentant de la CASA au sein de l'OIEau.

Conformément à la loi du 13 août 2004 (art 142-I) n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'OIEau ;
- de désigner Monsieur Joseph CESARO, Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement, pour représenter la CASA au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'OIEau ;
- d'autoriser le versement de la cotisation annuelle fixée à 4200 €, inscrite au budget annexe de la Direction Eau Potable ;
- d'autoriser Monsieur Joseph CESARO à signer tout document nécessaire relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'OIEau ;
- de désigner Monsieur Joseph CESARO, Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement, pour représenter la CASA au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'OIEau ;
- d'autoriser le versement de la cotisation annuelle fixée à 4200 €, inscrite au budget annexe de la Direction Eau Potable ;
- d'autoriser Monsieur Joseph CESARO à signer tout document nécessaire relatif à la mise en œuvre de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 22 février 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

# Modification des statuts : adaptation des barèmes de cotisation

**Conformément au nouvel article 3 des statuts de l'OiEau, les catégories de membres évoluent de la façon suivante :**

CATEGORIES DE MEMBRES DANS LES ANCIENS STATUTS	CATEGORIES DE MEMBRES DANS LES <u>NOUVEAUX STATUTS</u>	COTISATIONS
Membres fondateurs	Membres fondateurs	8400 €
Membres associés	Membres de droit	4200 €
Membres actifs	Membres associés	3200 €
Membre-correspondant	Membres adhérents	1100 €
Membre d'honneur	Membre d'honneur	





Pour le ministre de l'Intérieur et par délégation  
le chef de bureau des Associations et Fondations

Rémy BOURDU

# STATUTS DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Association Loi 1901  
Créée le 13 septembre 1991  
Reconnue d'Utilité Publique

Version du 13 juin 2019





<b>BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1 : DENOMINATION – OBJET – SIEGE SOCIAL – DUREE	3
ARTICLE 2 : LES MOYENS D'ACTION	3
ARTICLE 3 : MEMBRES	4
ARTICLE 4 : EXCLUSION ET SUSPENSION	5
<b>ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT</b>	<b>6</b>
ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE	6
ARTICLE 6 : COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	7
ARTICLE 7 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
ARTICLE 8 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 9 : COMPETENCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
ARTICLE 10 : AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
ARTICLE 11 : BUREAU	11
ARTICLE 12 : ROLE DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS	11
ARTICLE 13 : ROLE DU TRESORIER	12
ARTICLE 14 : ROLE DU SECRETAIRE	12
ARTICLE 15 : ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	13
<b>DOTATIONS, RESSOURCES ANNUELLES</b>	<b>14</b>
ARTICLE 16 : PLACEMENTS	14
ARTICLE 17 : RESSOURCES	14
ARTICLE 18 : COMPTABILITE	14
<b>MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION</b>	<b>15</b>
ARTICLE 19 : MODIFICATION DES STATUTS	15
ARTICLE 20 : PRONONCIATION DE LA DISSOLUTION	15
ARTICLE 21 : EFFET DE LA DISSOLUTION	15
ARTICLE 22 : FORMALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX MODIFICATIONS DE STATUTS ET A LA DISSOLUTION	16
<b>SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR</b>	<b>17</b>
ARTICLE 23 : FORMALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX CHANGEMENTS INTERVENUS DANS L'ADMINISTRATION OU LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION	17
ARTICLE 24 : REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX INSTANCES DIRIGEANTES DE L'ASSOCIATION	17

## BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

### ARTICLE 1 : DENOMINATION – OBJET – SIEGE SOCIAL – DUREE

L'association intitulée OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU (OI Eau), reconnue d'utilité publique par décret en date du 13 septembre 1991, publié au JO du 19 septembre 1991, a pour **but**, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, de la biodiversité, de l'environnement, de l'économie circulaire et des activités connexes :

- de faciliter les échanges entre les différents décideurs, concepteurs, gestionnaires, exploitants, industriels, équipementiers, formateurs, chercheurs, utilisateurs concernés, afin de mieux confronter leurs problèmes, de coordonner leurs actions et de diffuser leurs informations ;
- de réunir les compétences et développer les partenariats entre organismes publics et privés, **français ou étrangers**, et de conduire des projets et programmes d'intérêt commun et collectif, afin de mieux répondre aux demandes et aux besoins faisant appel à des savoir-faire multiples et de plus en plus complexes.

Elle a son siège social à Paris.

Sa durée est illimitée.

Le changement de siège à l'intérieur de Paris relève d'une décision du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale et déclarée au préfet ainsi qu'au ministre de l'intérieur. Tout changement de siège hors de Paris requiert l'application des articles 19 et 22 des présents statuts.

### ARTICLE 2 : LES MOYENS D'ACTION

Dans une logique de capitalisation et d'échange des savoirs, l'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU contribue au rayonnement des approches et des savoir-faire français à travers six **missions prioritaires**, lui permettant de réaliser son objet :

- 1) diffuser une information adaptée aux besoins de ses différents partenaires,
- 2) réunir, analyser et rendre facilement disponible la documentation scientifique, technique, économique et institutionnelle, assurer une veille technologique permettant d'actualiser en permanence et en temps réel les connaissances, rendre mieux disponible l'information réglementaire et normative, notamment européenne,
- 3) contribuer à la formation dans les différents métiers concernés et faciliter leur adaptation permanente, d'une part aux nouveaux emplois, fonctions et qualifications induits par le progrès technique et, d'autre part, à la variété des contextes locaux,



- régionaux ou nationaux, y compris en matière d'information et de formation des élus,
- 4) permettre l'expression des priorités de la communauté professionnelle et des usagers sur les thèmes d'études et de recherche, participer à l'animation des programmes d'études de portée générale lancés par les pouvoirs publics, valoriser les connaissances et diffuser les résultats auprès des utilisateurs intéressés, réaliser accessoirement des études et expérimentations appliquées, en complémentarité et cohérence, avec les établissements spécialisés de recherche et d'enseignement,
- 5) collaborer aux programmes pour la gestion et la synthèse des données, initiés notamment par les pouvoirs publics français et européens. Cette contribution comprend notamment l'animation du secrétariat technique du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (SANDRE),
- 6) développer des capacités d'expertise, d'évaluation et d'appui technique et institutionnel dans ces domaines pour favoriser la création de compétences locales ou régionales dans les pays intéressés.

### ARTICLE 3 : MEMBRES

L'association se compose de membres fondateurs, de membres de droit, de membres associés, de membres adhérents et de membres d'honneur.

Les **membres fondateurs** sont ceux qui ont participé à la constitution des fonds propres de l'association.

Les **membres de droit** sont des entités publiques de référence dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. Ce sont des partenaires privilégiés de l'association, tant au niveau local que national et international. Ils ont contribué activement au développement de l'Office International de l'Eau. Ils sont ainsi désignés :

- les Agences de l'Eau françaises, les Offices de l'Eau, les Comités de Bassin et Comités de l'Eau et de la Biodiversité français,
- la Région Nouvelle Aquitaine, Limoges Métropole - Communauté Urbaine et les villes de Limoges et de La Souterraine,
- la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis, la Métropole de Nice Côte d'Azur et la ville de Nice.

Les **membres associés** sont ceux qui participent à une action commune avec l'association en mettant à sa disposition des personnels, des données ou des savoir-faire ou en participant de façon spécifique et significative au préfinancement du développement de cette action.

Les **membres adhérents** sont les membres intéressés par l'objet de l'association et qui adhèrent à l'association.

Le titre de **membre d'honneur** peut être décerné par le conseil d'administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre confère







aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'assemblée générale sans être tenues de payer une cotisation.

Exception faite des membres d'honneur, les membres sont redevables d'une cotisation annuelle à l'association selon les modalités déterminées par l'assemblée générale et inscrites dans le règlement intérieur.

Pour être membre associé, membre adhérent ou membre d'honneur, il faut être agréé par le conseil d'administration.

#### ARTICLE 4 : EXCLUSION ET SUSPENSION

La qualité de membre de l'association se perd :

**- pour les personnes physiques :**

1°) par la démission, présentée par écrit ;

2°) par la radiation, prononcée pour juste motif par le conseil d'administration, sauf recours suspensif de l'intéressé devant l'assemblée générale ;

L'intéressé est mis à même de présenter sa défense préalablement à toute décision, selon les modalités fixées par le règlement intérieur.

3°) par le non-paiement de la cotisation due pour l'année en cours, constaté par le conseil d'administration.

L'intéressé peut contester cette mesure devant le conseil d'administration ; dans ce cas, il est invité à présenter ses explications, selon les modalités prévues ci-dessus.

4°) en cas de décès.

**- pour les personnes morales :**

1°) par le retrait décidé conformément à ses statuts ;

2°) par sa dissolution ;

3°) par la radiation prononcée pour juste motif par le conseil d'administration, sauf recours suspensif de son représentant devant l'assemblée générale ;

Le représentant de la personne morale intéressée est mis à même de présenter sa défense préalablement à toute décision, selon les modalités fixées par le règlement intérieur.

4°) par le non-paiement de la cotisation due pour l'année en cours, constaté par le conseil d'administration.

Le représentant de la personne morale concernée peut contester cette mesure devant le conseil d'administration ; dans ce cas, il est invité à présenter ses explications selon les



modalités prévues ci-dessus.

## ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 5 FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale de l'association comprend les membres à jour de leur cotisation et les membres d'honneur.

Les salariés qui ne sont pas membres de l'association n'ont pas accès à l'assemblée générale, sauf à y avoir été invités par le président. Ils y assistent alors sans voix délibérative.

L'assemblée générale se réunit physiquement au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des membres de l'association.

A l'initiative du président et sauf opposition d'un quart des membres du conseil d'administration en exercice ou d'un dixième des membres de l'association, elle peut se réunir par voie dématérialisée dans des conditions, définies par le règlement intérieur, permettant l'identification et la participation effective des membres et la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le conseil d'administration et sur celles dont l'inscription est demandée, selon les modalités définies par le règlement intérieur, par un dixième au moins des membres de l'association.

L'ordre du jour et les documents nécessaires aux délibérations, dont, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont mis à la disposition des membres par le conseil d'administration dans les délais et les conditions définis par le règlement intérieur.

Elle choisit son bureau qui peut être celui du conseil d'administration.

Le vote à distance peut être prévu, dans des conditions définies par le règlement intérieur, propres à garantir la sincérité du scrutin et, le cas échéant, le secret du vote.

Le vote par procuration est autorisé sauf pour les délibérations donnant lieu à un vote à distance. Chaque membre présent ne peut détenir plus de 5 pouvoirs en sus du sien.

A moins que les présents statuts n'en disposent expressément autrement, les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas comptabilisées comme suffrages exprimés, de même que les votes blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire du bureau, choisi par l'assemblée générale. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Le rapport annuel et les comptes approuvés sont mis chaque année à disposition de tous les membres de l'association. Ils sont adressés à chaque membre de l'association qui en fait la demande.

#### ARTICLE 6 : COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et fixe le montant des cotisations.

Elle élit les membres du conseil d'administration.

Elle définit les orientations stratégiques de l'association.

Elle désigne le cas échéant un ou plusieurs commissaires aux comptes et leur(s) suppléant(s) choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce.

Elle approuve les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, emprunts à plus d'un an et garanties d'emprunts.

Elle approuve également les délibérations du conseil d'administration relatives aux autres actes de disposition ayant un impact significatif sur le fonctionnement de l'association. Le règlement intérieur fixe les seuils au-delà desquels ces actes requièrent son approbation.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la constitution d'hypothèques, aux emprunts à plus d'un an et à leurs garanties ne sont valables qu'après approbation du représentant de l'Etat dans le département du siège de l'association.

#### ARTICLE 7 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un conseil de **24** membres. Il comprend **5** membres élus par et parmi les membres de droit ainsi que **19** membres élus par et parmi les membres fondateurs, associés, adhérents et d'honneur.

Les membres de droit définis à l'article 2 désignent en leur sein, tous les trois ans, lors de l'assemblée générale, **5** membres du conseil de la manière suivante :





- **3** représentants des membres suivants : Agences de l'Eau françaises, Offices de l'Eau, Comités de Bassin et Comités de l'Eau et de la Biodiversité français,
- **1** représentant des membres suivants : Région Nouvelle Aquitaine, Limoges Métropole – Communauté Urbaine et les villes de Limoges et de La Souterraine,
- **1** représentant des membres suivants : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis, la Métropole de Nice Côte d'Azur et la ville de Nice.

Les **19** autres membres du conseil d'administration sont répartis en 4 collèges élus au scrutin secret, pour 3 ans, par l'Assemblée Générale :

**Collège 1 :** acteurs économiques (personnes physiques ou morales) impliqués dans la gestion ou dans l'utilisation des ressources en eau et des milieux aquatiques. L'Assemblée Générale élit **8** représentants au sein du collège.

**Collège 2 :** organismes internationaux, à savoir tout organisme public ou privé, dont le siège est situé hors des territoires français, ou bien ayant officiellement le statut d'organisation internationale. L'assemblée générale élit **3** représentants au sein du collège.

**Collège 3 :** associations de collectivités ou d'élus, associations techniques ou professionnelles, associations nationales ou régionales agissant dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité, de l'environnement et de l'économie circulaire, situées en France. L'assemblée générale élit **6** représentants.

**Collège 4 :** opérateurs publics français compétents en matière de biodiversité et de gestion des ressources en eau ou de milieu marin, actifs en matière de recherche, d'enseignement, de coopération internationale ou de développement. L'assemblée générale désigne **2** représentants.

En cas de vacance d'un siège, l'assemblée générale procède à l'élection des remplaçants dans les meilleurs délais. En attendant cette élection, le conseil d'administration pourvoit au remplacement provisoire de ses membres. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués par le conseil d'administration pour juste motif ou pour absences répétées, à la majorité des deux tiers des membres en exercice, sauf recours suspensif des intéressés devant l'assemblée générale. Ils sont appelés à présenter leur défense préalablement à toute décision.



Peuvent assister également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative :

- des représentants des ministères français chargés des Affaires Étrangères, de l'Agriculture, du Commerce extérieur, de l'Environnement, de l'Équipement, de l'Industrie et de la Santé, ainsi que le contrôleur financier de l'Office International de l'Eau,
- des représentants de l'Agence Française de la Biodiversité et des représentants de l'Agence Française de Développement,
- un second représentant pour chacune des collectivités locales suivantes : la Région Nouvelle Aquitaine et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- les présidents du Réseau International des Organismes de Bassin, du Système Euro Méditerranéen d'Information dans le Domaine de l'Eau et du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau.

Par ailleurs, le directeur général de l'Office International de l'Eau assiste au conseil d'administration avec voix consultative.

Pour la première application des statuts relative à la composition et à l'élection du conseil d'administration, la démission collective des membres en exercice acquise à l'unanimité ou la démission individuelle de tous les administrateurs en exercice permet la convocation d'une assemblée générale qui élit, conformément à l'article 5 et par dérogation du 11<sup>ème</sup> alinéa de l'article 7, tous ses administrateurs pour un mandat de 3 ans, dans un délai de trois mois suivant la publication de l'arrêté approuvant les présents statuts.

#### ARTICLE 8 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit une fois au moins tous les six mois. Il se réunit à la demande du président ou du quart de ses membres ou du quart des membres de l'association.

La participation du tiers au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Pour le calcul de ce quorum, les pouvoirs ne comptent pas.

Sont réputés présents au sens de l'alinéa précédent les membres du conseil d'administration qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale, dans des conditions précisées par le règlement intérieur.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque administrateur ne peut détenir qu'un pouvoir.

A moins que les présents statuts n'en disposent expressément autrement, les délibérations du conseil d'administration sont acquises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions





ne sont pas comptabilisées comme suffrages exprimés, ni les votes blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et le secrétaire de séance ou, en cas d'empêchement, par un autre membre du bureau. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Toute personne dont l'avis est utile peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration. Toutefois, dès qu'un administrateur le demande, le conseil délibère à huis clos.

#### ARTICLE 9 : COMPETENCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'assemblée générale. Il administre l'association conformément à ces orientations et aux décisions budgétaires votées.

Outre les compétences qu'il tient de l'article 3 des présents statuts, il arrête les projets de délibération soumis à l'assemblée générale.

Il accepte les donations et les legs dans les conditions prévues à l'article 910 du code civil.

Il prépare le budget prévisionnel de l'association à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale. Il arrête les comptes, les soumet à l'approbation de l'assemblée générale et propose l'affectation du résultat.

Il propose à l'assemblée générale la désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce et qui exercent les missions prévues aux articles L. 823-9, L. 612-3 et L. 612-5 du même code.

Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération des salariés de l'association.

#### ARTICLE 10 : AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles sur justificatifs dans les conditions fixées par le conseil d'administration et selon les modalités définies par le règlement intérieur.





Les salariés qui ne sont pas membres de l'association peuvent être appelés par le président à assister, à titre consultatif, aux séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration, ainsi que toute personne appelée à assister à ses réunions, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et de celles données comme telles par son président.

L'association veille à prévenir et à gérer toute situation de conflit réel, potentiel ou apparent, pouvant exister entre ses intérêts et les intérêts personnels ou professionnels de l'un de ses administrateurs, des collaborateurs ou de toute personne agissant au nom de l'association.

Lorsqu'un administrateur a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel, potentiel ou apparent, dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le conseil d'administration et s'abstient de participer aux débats et de voter sur la délibération concernée. Il en est de même pour tout postulant à sa désignation au sein du conseil d'administration, qui en informe l'assemblée générale.

#### ARTICLE 11 : BUREAU

Dans la limite du tiers de son effectif, le conseil d'administration élit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé d'un président, d'un premier vice-président, d'un second vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le bureau est élu à chaque renouvellement du conseil d'administration, tous les 3 ans.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation d'un membre du bureau, il est pourvu à son remplacement à la plus prochaine séance du conseil d'administration. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Le bureau instruit toutes les affaires soumises au conseil d'administration et suit l'exécution des délibérations.

Les membres du bureau peuvent être révoqués, collectivement ou individuellement, pour juste motif par le conseil d'administration, dans le respect des droits de la défense. Ils ne perdent pas de ce seul fait la qualité d'administrateur.

Le bureau peut se réunir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale, dans des conditions précisées par le règlement intérieur.

#### ARTICLE 12 : ROLE DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.



Il décide des dépenses conformément aux orientations délibérées par l'assemblée générale et dans la limite du budget voté. Il peut recevoir délégation du trésorier pour procéder aux dépenses d'un montant inférieur à un seuil déterminé par le conseil d'administration.

Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

Le président ne peut être représenté en justice tant en demande qu'en défense que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration.

Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Le président nomme le directeur de l'association, fixe sa rémunération, et met fin à ses fonctions, après avis du conseil d'administration.

Le directeur dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission par délégation du président. Dans ce cadre, il dirige les services de l'association et en assure le fonctionnement, notamment le recrutement, le licenciement et la discipline des salariés. Il assiste de plein droit, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration et du bureau, sauf délibération portant sur sa situation personnelle.

Le président peut consentir au directeur une délégation pour représenter l'association dans les litiges qui touchent à la gestion courante dans des conditions définies par le règlement intérieur.

Les anciens présidents de l'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU sont présidents d'honneur de l'association. A ce titre, ils peuvent être invités par le président à participer à titre consultatif à toutes les instances de l'association.

Les vice-présidents sont chargés d'assister le président. Le premier vice-président remplace le président en cas d'empêchement de celui-ci.

#### ARTICLE 13 : ROLE DU TRESORIER

Le trésorier encaisse les recettes et acquitte les dépenses. Il peut donner délégation dans les conditions définies par le règlement intérieur.

#### ARTICLE 14 : ROLE DU SECRETAIRE

Le secrétaire est responsable de l'envoi des convocations et de l'ordre du jour des réunions de l'assemblée générale, du bureau, du conseil d'administration, et de la rédaction et de l'envoi des procès-verbaux ou relevés de décisions de ces réunions dans les délais déterminés. Il procède ou veille à ce qu'il soit procédé à toutes les déclarations prévues par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et au décret du 16 août 1901 pour l'exécution de

cette loi. Il peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions définies par le règlement intérieur.

#### ARTICLE 15 : ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

Les établissements secondaires, non dotés de la personnalité morale, sont créés ou supprimés par délibération du conseil d'administration, approuvée par l'assemblée générale. Leur création ou leur suppression est déclarée au représentant de l'Etat dans le département du siège de l'association dans les trois mois.







## DOTATIONS, RESSOURCES ANNUELLES

### ARTICLE 16 : PLACEMENTS

Les actifs éligibles aux placements des fonds de l'association sont ceux énumérés à l'article R.332-2 du code des assurances.

### ARTICLE 17 : RESSOURCES

Les recettes annuelles de l'association se composent :

- 1) du revenu de ses biens ;
- 2) des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- 3) des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics, notamment ;
- 4) des dons, donations et legs dont l'emploi est décidé au cours de l'exercice ;
- 5) du produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu ;
- 6) des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.

### ARTICLE 18 : COMPTABILITE

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultats, un bilan et une annexe.

Chaque établissement secondaire doit tenir une comptabilité distincte qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'association.



## MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

### ARTICLE 19 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration ou du dixième des membres de l'association.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, lequel doit être envoyé à tous ses membres au moins 15 jours à l'avance.

A cette assemblée, au moins le quart des membres en exercice doit être physiquement présent.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est de nouveau physiquement réunie à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

La renonciation à la reconnaissance de l'utilité publique de l'association est décidée dans les conditions prévues au présent article.

### ARTICLE 20 : PRONONCIATION DE LA DISSOLUTION

L'association ne peut être dissoute que par l'assemblée générale. Les modalités de proposition de la dissolution et de convocation de l'assemblée sont celles prévues à l'article précédent.

A cette assemblée, plus de la moitié des membres en exercice doivent être physiquement présents.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est réunie de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

### ARTICLE 21 : EFFET DE LA DISSOLUTION

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne, selon les modalités de vote prévues à





l'article 5, un ou plusieurs commissaires, qu'elle charge de procéder à la liquidation des biens de l'association et auxquels elle confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission.

Selon les mêmes modalités, elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements poursuivant une finalité analogue, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou bénéficiant de la capacité à recevoir des libéralités en vertu de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée, ou à une collectivité territoriale dans les compétences de laquelle entre l'objet de l'association.

#### ARTICLE 22 : FORMALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX MODIFICATIONS DE STATUTS ET A LA DISSOLUTION

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de l'actif sont adressées sans délai au ministre de l'intérieur.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la modification des statuts ne sont valables qu'après approbation donnée par décret en Conseil d'Etat ou par arrêté du ministre de l'intérieur pris après avis conforme du Conseil d'Etat.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la dissolution de l'association et à la dévolution de l'actif ne sont valables qu'après approbation donnée par décret en Conseil d'Etat.



## SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

### ARTICLE 23 : FORMALITES PARTICULIERES RELATIVES AUX CHANGEMENTS INTERVENUS DANS L'ADMINISTRATION OU LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION

Le président ou son mandataire doit faire connaître dans les trois mois auprès du représentant de l'Etat dans le département où l'association a son siège, tous les changements survenus dans l'administration de l'association, conformément à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée.

L'association fait droit à toute demande du ministre de l'intérieur ou du ministre chargé de l'environnement, de visiter ses divers services et d'accéder aux documents lui permettant de se rendre compte de leur fonctionnement.

Le rapport annuel, la liste des administrateurs et les comptes, y compris ceux des établissements secondaires ou des comités locaux, sont adressés chaque année au préfet du département où l'association a son siège, au ministre de l'intérieur et sur sa demande, au ministre chargé de l'environnement.

### ARTICLE 24 : REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX INSTANCES DIRIGEANTES DE L'ASSOCIATION

L'association établit un règlement intérieur préparé par le conseil d'administration et adopté par l'assemblée générale qui précise les modalités d'application des présents statuts. Il est élaboré dans un délai de six mois après l'approbation des statuts. Il ne peut entrer en vigueur ou être modifié qu'après approbation du ministre de l'intérieur.

Il est modifié dans les mêmes conditions.

le 22/07/2019

P. Bertaud





**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 22/02/2021  
Numéro : CC\_2021\_008  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Office International de l'Eau - Adhésion et désignation d'un représentant  
Matière : 5.3 - Designation de représentants  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 5L93cdJ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/03/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC\_2021\_008-DE

**Acte reçu**

Date : 22/02/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_008  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 3  
Objet : Office International de l'Eau - AdhÃ©sion et dÃ©signation d'un reprÃ©sentant  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210222-CC\_2021\_008-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20210222-CC\_2021\_008-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210222-CC\_2021\_008-DE-1-1\_3.PDF

N